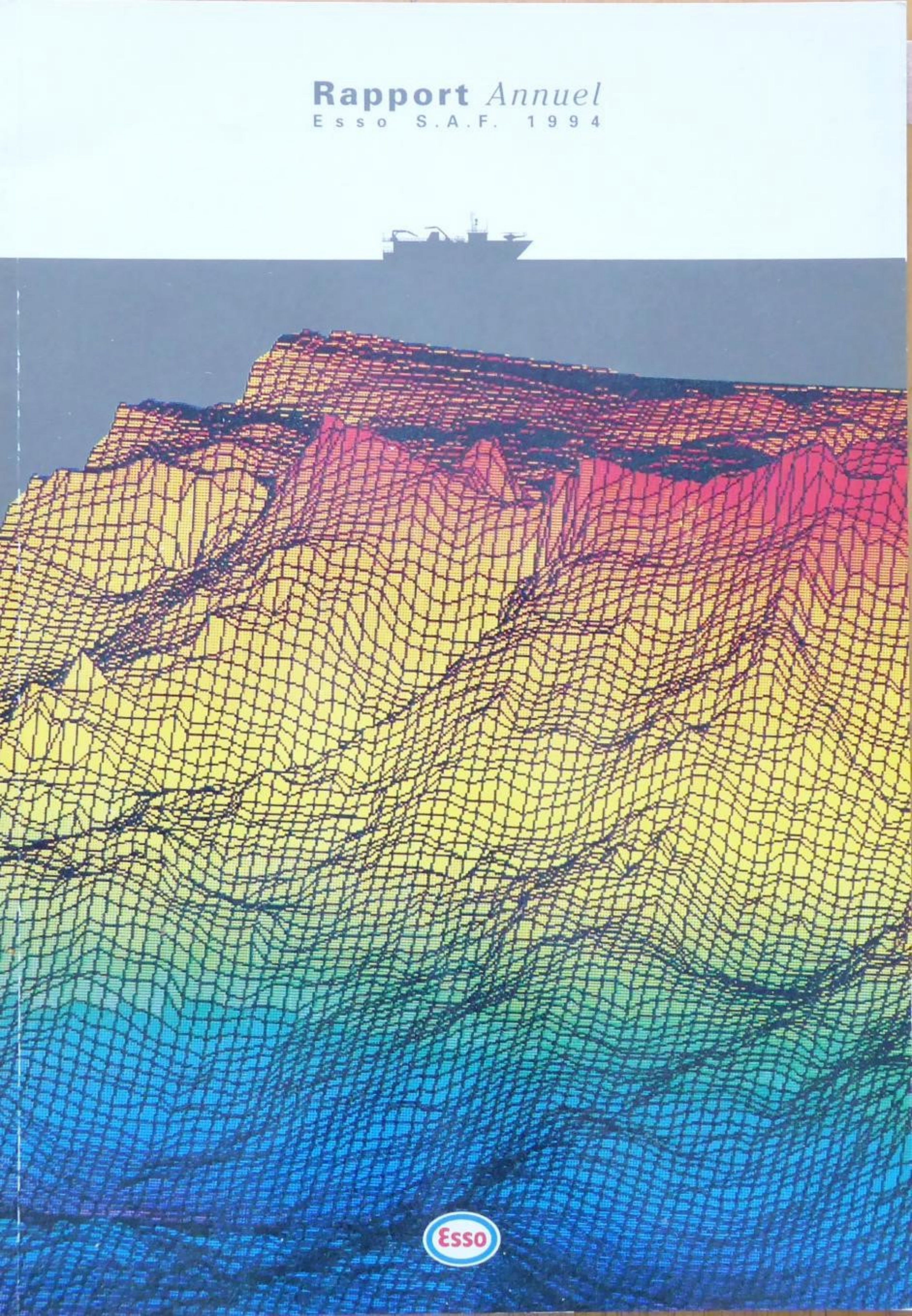
Rapport *Annuel*

Esso S.A.F. 1994



Sommaire

Couverture :
"Exemple de résultats de recherche sismique 3D en mer effectuée par Esso REP".
Vision en 3 dimensions du fond de l'océan tel qu'il était il y a 90 millions d'années.
Ce relief est aujourd'hui recouvert d'environ 2 000 m de sédiments.

Éditorial *page* **1**

Chiffres Clés *page* **2**

Rapport de gestion du Conseil d'Administration *page* **4**

Données financières du Groupe Esso S.A.F. *page* **12**

Esso S.A.F. Comptes Consolidés *page* **17**

Comptes Sociaux *page* **25**

Rapports des Commissaires aux Comptes *pages* **24** *et* **36**

Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
2, rue des Martinets, Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)
Code APE 232 Z
R.C.S. Nanterre B 542 010 053

Adresse postale :
92569 Rueil-Malmaison Cedex
Téléphone : (1) 47 10 60 00
Télex : Esso 620 031
Télécopie : (1) 47 10 66 03

Documents présentés
à l'Assemblée Générale
des actionnaires du 13 juin 1995 ;
communiqués au
Comité Central d'Entreprise de
l'Unité Économique et Sociale
Esso S.A.F./Esso Raffinage S.A.F.

Conseil d'Administration

Jean Verré
Président

Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean-Luc Randaxhe
Jean Rauzier
Claude Roux †

Comité Directeur

Jean Verré
Président-Directeur Général

Jean-Luc Randaxhe
Directeur Général Produits Pétroliers

Robert K. Meahl
Directeur

Secrétaire Général

François Railliet

Contrôleur

Patrick Heinzlé

Trésorier

Denis Mugnier

Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Titulaire

Édouard Salustro
Titulaire

Jean-Michel Garnier
Suppléant

Editorial

L'environnement économique pétrolier particulièrement défavorable en France comme en Europe a profondément affecté les résultats d'Esso S.A.F. en 1994. Le résultat d'exploitation s'établit à 549 MF, en baisse de 40 % par rapport à 1993. Plusieurs éléments expliquent cette conjoncture difficile :

- La reprise économique n'a pas encore touché la demande pétrolière.
- Le prix moyen du brut, 16 dollars le baril, est - en monnaie constante - revenu à son niveau de 1973 avant le choc pétrolier.
- Les marges de raffinage ont été très déprimées, passant même sous la barre des 100 F/T.
- Enfin, la profitabilité de la distribution de carburants demeure très largement insuffisante en France.

Au total, le résultat net s'est élevé à 184 MF, en baisse de 60 % par rapport à 1993.

Dans cet environnement très difficile, Esso est restée mobilisée et a enregistré d'excellentes performances opérationnelles : aucun accident avec arrêt en 1994, une démarche qualité particulièrement dynamique avec une dizaine de certifications officielles, des gains substantiels de productivité qui ont permis de limiter la baisse des résultats, enfin la découverte du champ des Pins qui a permis à Esso REP de maintenir sa production.

Il ne faut pas se leurrer, l'année 1995 sera difficile. Néanmoins, Esso dispose d'atouts certains et reste confiante dans l'avenir. La solidité de notre structure financière nous permet de maintenir un niveau d'investissement satisfaisant. L'amélioration de nos résultats passe par la mise en valeur de notre technologie et de notre savoir-faire au sein du Groupe Exxon, la poursuite de l'effort de recherche de pétrole brut en France, et surtout par un effort de productivité innovant et dynamique.

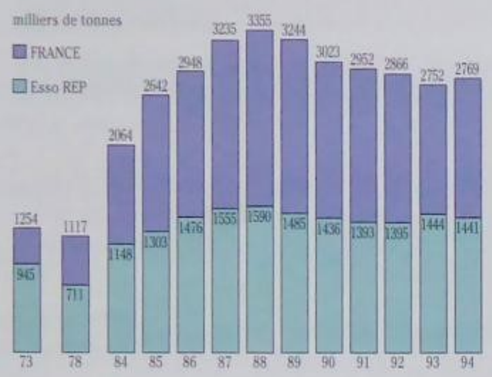
Jean Verré
Président-Directeur Général

Le 3 mai 1995

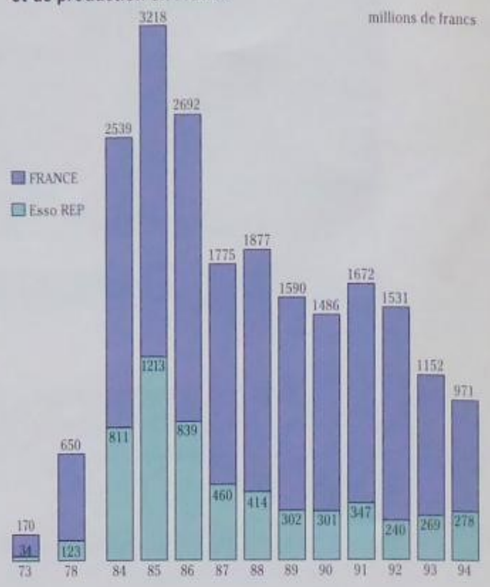
Chiffres *Clés*

Exploration - Production

Production de pétrole brut

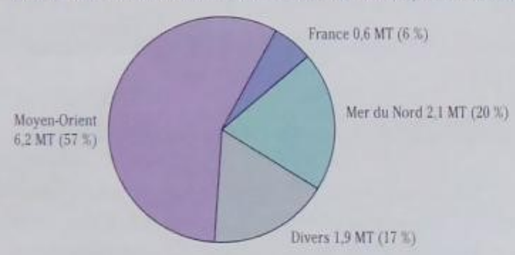


Dépenses annuelles d'exploration et de production en France

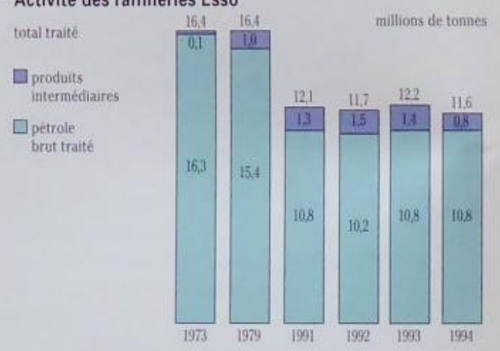


Raffinage

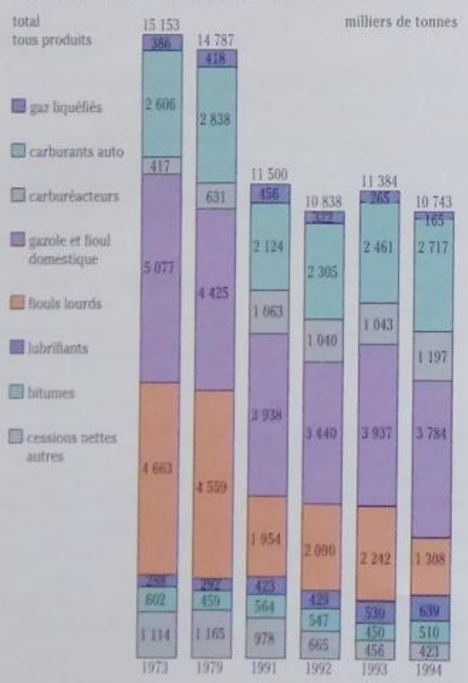
Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1994 : 10,8 millions de tonnes



Activité des raffineries Esso

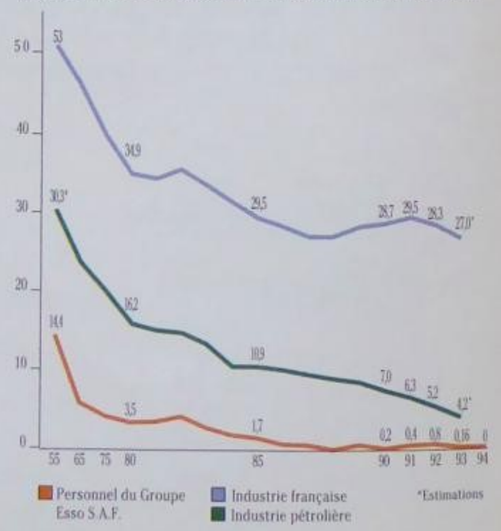


Production des raffineries Esso
Hors consommation des raffineries



Sécurité

Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt



Ventes

Ventes totales d'Esso S.A.F.

correspondant au chiffre d'affaires commercial	1992 milliers de tonnes	%	1993 milliers de tonnes	%	1994 milliers de tonnes	%
carburants auto	2 205	18,0	2 026	16,5	2 246	18,4
distillats	4 466	36,4	4 800	39,1	5 138	42,2
fiouls lourds	2 609	21,3	2 533	20,7	1 744	14,3
autres produits	2 992	24,3	2 900	23,7	3 062	25,1
total produits finis	**12 272**	100,0	**12 259**	100,0	**12 190**	100,0
pétrole brut et bases pour la chimie	4 711		5 111		2 096	
total	**16 983**		**17 370**		**14 286**	
dont exportations et soutes étrangères	2 504		2 981		2 269	

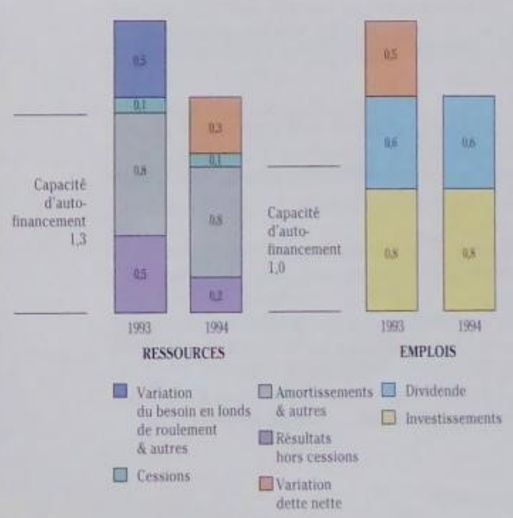
Données financières du Groupe Esso S.A.F.

Résumé des résultats du Groupe — millions de F

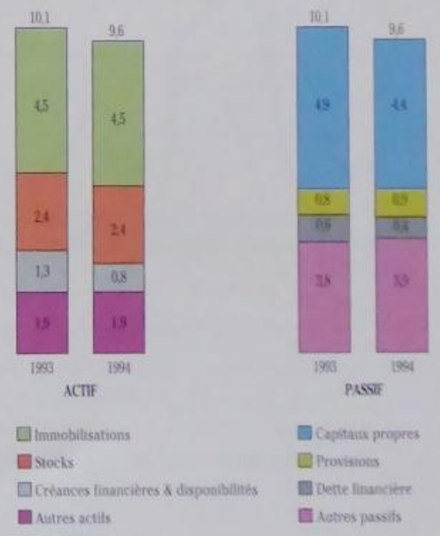
	1993	1994
Résultat d'exploitation Exploration/Production	507	383
Résultat d'exploitation opérationnel Raffinage/Distribution	697	88
Résultat d'exploitation opérationnel	**1 204**	**471**
Effet prix sur stocks	(267)	78
Résultat d'exploitation	**937**	**549**
Résultat financier	**17**	**87**
Résultat courant	**954**	**636**
Résultat exceptionnel	**(225)**	**(241)**
Participation des salariés	(37)	(14)
Impôts courants et différés	(203)	(180)
Résultat après impôts	489	201
Intérêts minoritaires	(27)	(17)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	**462**	**184**

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Tableau de financement consolidé
(milliards de F, effet prix sur stocks inclus)



Bilan consolidé au 31 décembre (milliards de F)



Rapport de Gestion du Conseil d'Administration

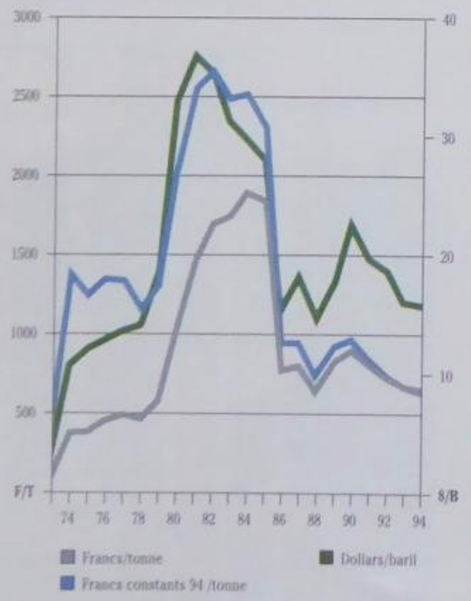
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance économique mondiale a été en moyenne de 3,4% en 1994, en régulière augmentation depuis 1991. Hormis les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est où persistent des difficultés économiques majeures, toutes les régions du monde sont en expansion: 9% en Asie (dont 11% pour la Chine), 3,9% pour l'ensemble du continent américain et 2,7% pour l'Union Européenne qui sort de la récession.

Après une diminution de 0,3% en 1993, la demande mondiale de pétrole a augmenté de 1,5% en 1994, retrouvant ainsi le rythme moyen des dix dernières années. Cette demande a été tirée par l'Asie (+6%) et par les Etats-Unis (+2,4%). Stable en Europe, elle a continué à baisser fortement dans les pays de la CEI (-14%).

Malgré l'absence de l'Irak, l'offre en pétrole brut est restée abondante. En baisse pour la quatrième année consécutive, le prix moyen du pétrole brut, corrigé de l'inflation, a été le plus faible depuis le premier choc pétrolier de 1973. Le prix du baril de Brent de mer du Nord a été en moyenne de 15,8 $ en 1994, inférieur de 1,2 $ au niveau de 1993. Après un point bas à 14 $ au premier trimestre, le cours du baril s'est stabilisé autour de 16,5 $ sur le reste de l'année.

Coût moyen annuel du pétrole brut importé en France



Au rythme actuel, les réserves prouvées de pétrole représentent 45 années de production, alors qu'elles étaient de 27 années en 1979. 77% de ces réserves restent concentrées au sein des pays de l'OPEP, essentiellement au Moyen-Orient.

En moyenne, les bruts produits en 1994 ont été plus légers qu'en 1993. En effet, certains pays de l'OPEP ont optimisé leurs recettes en augmentant la proportion de bruts légers dans leur quota. De plus, la chute de la production de brut dans les pays de la CEI a été plus que compensée par la croissance de la production des bruts plus légers de la mer du Nord.

Dans le domaine du raffinage, les capacités mondiales de distillation ont augmenté de 1,4%, essentiellement en Asie (+3%), alors que la croissance des capacités de conversion a été de 4,2%, principalement sur le continent américain.

ENVIRONNEMENT COMMUNAUTAIRE

En 1994, tous les pays de l'Union Européenne ont été en expansion économique. La France et l'Allemagne, qui avaient subi la plus forte récession en 1993, ont retrouvé une croissance de plus de 2% et la reprise en Grande-Bretagne, initiée dès 1993, a atteint près de 4%. Cette croissance a résulté essentiellement des exportations et de la demande industrielle, la reprise de la consommation des ménages étant restée plus limitée, malgré des mesures de soutien sectoriel prises par certains pays.

Le Système Monétaire Européen a été moins perturbé qu'en 1993. Cependant, la peseta et la lire ont continué à baisser par rapport au couple mark/franc de respectivement 7% et 4% en moyenne annuelle. Le franc s'est ainsi légèrement renforcé par rapport au panier des monnaies européennes. Le dollar a reculé par rapport à l'ECU de 9% entre le début et la fin de l'année.

La consommation pétrolière a été stable, limitée par des conditions climatiques particulièrement douces. Bien que la demande en produits pétroliers liée aux transports ait poursuivi sa croissance, celle des essences a légèrement baissé.

La stagnation de la demande, l'augmentation du taux moyen de conversion et l'allégement de la qualité des bruts distillés ont pesé sur les prix des produits blancs, le prix du fioul lourd restant par contre ferme. En conséquence, la marge brute moyenne de raffinage sur Brent a été la plus faible depuis 1987, avec une baisse estimée à plus de 3 $/T par rapport à 1993. Ce niveau est totalement insuffisant pour permettre la nécessaire évolution de l'outil de raffinage.

Dans le domaine de l'environnement, les instances européennes ont adopté une directive qui requiert l'installation avant 1999 de systèmes de récupération des composés organiques volatils lors des opérations de chargement-déchargement des camions-citernes en dépôts et stations-service. Elles ont aussi signé le protocole de réduction des émissions de dioxyde de soufre (SO_2), visant à en réduire le niveau en l'an 2000 de 74% par rapport à celui de 1980. L'étude tripartite EPEFE (European Program on Emissions, Fuels and Engines), menée conjointement par la Commission Européenne, les Constructeurs Automobiles et l'Industrie Pétrolière, s'est poursuivie en 1994. Cette étude vise à définir pour l'an 2000 de nouvelles normes sur les carburants, permettant de réduire de manière efficace et économique les émissions des véhicules. Les conclusions en sont attendues courant 1995. Le projet de taxe commune sur les émissions de dioxyde de carbone (CO_2) a été abandonné, chaque Etat-Membre devenant libre de décider d'une telle initiative.

Dans un souci d'efficacité économique, le mouvement de privatisations initié depuis une dizaine d'années en Europe se poursuit, notamment dans le secteur énergétique.

ENVIRONNEMENT FRANÇAIS

La France est sortie progressivement de la récession en 1994 avec un Produit Intérieur Brut en hausse de 2,5% et un taux d'inflation de 1,7%, le plus faible depuis 40 années. Cependant des déséquilibres préoccupants persistent. Le taux de chômage est resté au niveau élevé de 12,4%. Les déficits publics représentent 5,7% du PIB, niveau nettement supérieur à l'objectif de 3% défini lors du Traité de Maastricht.

Enfin, la dette des administrations publiques représente 49,5% du PIB, en croissance continue de plus de 10% par an depuis 1991. Les taux d'intérêt à long terme, après avoir baissé à 6% début 1994, sont progressivement remontés au-dessus de 8%.

Le commerce extérieur a été excédentaire de plus de 87 milliards de francs. En particulier, le coût d'achat du pétrole brut importé s'est élevé à 48,5 milliards de francs, en baisse de 3,3% par rapport à 1993.

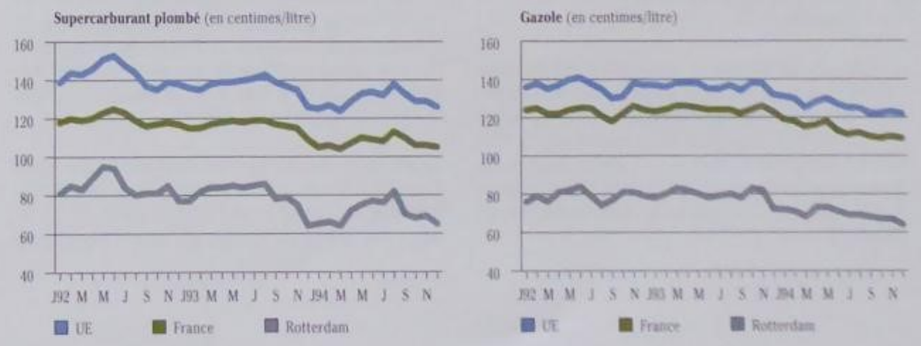
La poursuite de l'ouverture de l'économie française vers l'étranger et le ralentissement économique de ces dernières années ont rendu les marchés de plus en plus concurrentiels. Cette concurrence incite les entreprises à améliorer leur efficacité et leur réactivité tout en accentuant la rigueur de leurs opérations: démarche d'assurance qualité globale sur les produits et les processus de fabrication avec le développement des certifications ISO, renforcement des contrôles internes.

La politique de privatisations s'est poursuivie en 1994, notamment avec celle d'Elf dans le domaine pétrolier.

La libre concurrence est cependant encore parfois faussée, en particulier dans le domaine de l'énergie. Ainsi la fiscalité française sur les produits pétroliers, l'une des plus lourdes d'Europe, réduit arbitrairement la demande pétrolière au profit du gaz et de l'électricité. Les distorsions de prix aux frontières liées au différentiel de taxes déplacent des ventes de carburants vers les pays voisins, provoquant des pertes de recettes fiscales pour l'Etat. Les modifications successives de la fiscalité pétrolière, telles que les augmentations sélectives de taxes sur les essences sans plomb, ont des répercussions

Comparaison des prix hors taxes des produits pétroliers en France et dans l'Union Européenne

France/UE/Rotterdam (DHYCA)



non prévisibles dans la structure de la demande, mettant en péril les stratégies d'investissements à long terme.

L'Etat français a recouvré en 1994 la libre disposition de l'oléoduc Donges-Melun-Metz et des dépôts associés. La décision d'octroi de la concession de l'exploitation de l'oléoduc et des dépôts à la Société Française Donges-Metz favorise les débouchés pétroliers depuis la côte atlantique et pénalise fortement l'outil industriel de la Basse-Seine. Plusieurs sociétés ont introduit des recours contre cette décision.

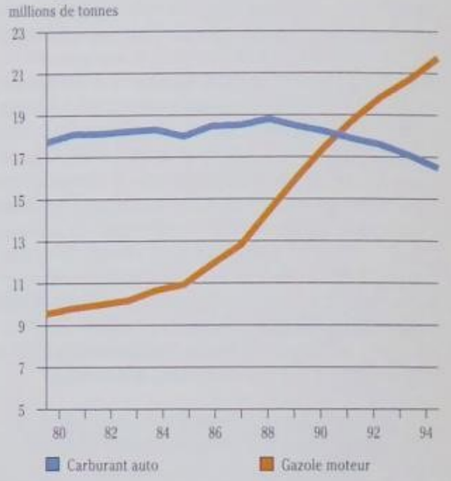
La production de pétrole brut en France est restée stable à 2,8 MT. Douze puits d'exploration ont été forés en 1994, nombre nettement inférieur à la moyenne de 35 observée de 1986 à 1992. Les investissements dans les domaines de l'exploration et de la production pétrolière, d'environ 1 milliard de francs, ont baissé de 16%, continuant leur décroissance depuis 1991. Le domaine minier a régressé de 19%. L'activité de géophysique a enregistré une chute de 46%. Des modifications fiscales ont été apportées, comme la reconduction de la provision pour reconstitution des gisements et la réduction des taxes locales pour l'exploitation des réserves situées sous les eaux territoriales. Ces mesures devraient favoriser l'exploration dans des zones techniquement difficiles comme celles situées en mer. Néanmoins, malgré la persistance du faible prix du brut, le prélèvement exceptionnel pour les champs existants a été maintenu, contre toute logique économique.

Dans le secteur du raffinage, les capacités de distillation sont restées globalement inchangées. Les principaux investissements ont concerné de nouvelles unités de production d'essences sans plomb à indice d'octane élevé, la désulfuration des gazoles, ainsi que l'augmentation de la capacité de production d'huiles de base.

La demande en produits pétroliers est restée stable en 1994, la reprise de la pétrochimie et la progression continue du gazole ayant compensé la forte baisse des ventes d'essences et de combustibles.

La France connaît un taux de «diésélisation» des véhicules particuliers atypique en Europe, principalement dû aux traitements fiscaux différents des essences et du gazole. Plus de 47% des véhicules particuliers neufs immatriculés en 1994 étaient à moteur diesel, contre 45% en 1993. Ce taux a nettement progressé sur la fin 1994, suite notamment à l'annonce de la nouvelle forte augmentation des taxes sur l'essence du début 1995.

Evolution de la demande de carburants auto et du gazole moteur en France



Les ventes d'essence sont ainsi en régression pour la sixième année consécutive. La baisse a été de 3,5% par rapport à l'année précédente. La part des essences sans plomb a été légèrement supérieure à 45%, contre 41% en 1993, mais reste encore inférieure à la moyenne européenne. L'essence ordinaire a totalement disparu du marché français en 1994.

La demande en gazole, toujours en forte croissance, a été supérieure de 5% à celle de 1993. Les ventes ont été de 21,7 millions de tonnes, dépassant de 5,3 millions de tonnes celles des essences.

Contrairement aux autres pays européens, une partie importante des carburants vendus en France n'est pas additivée. L'évolution technique des moteurs rend ces derniers de plus en plus sensibles à la qualité des produits pétroliers. De nombreuses sociétés pétrolières font certifier les processus de fabrication et de distribution de leurs produits aux normes ISO et ont obtenu pour leurs essences sans plomb additivées à indice d'octane 98 le label UTAC, développé en 1994 par l'Union Technique de l'Automobile et des Cycles.

Les prix des carburants hors taxes sont restés les plus faibles d'Europe. Selon le Bulletin Pétrolier de la Commission Européenne, ils ont été en 1994 inférieurs de 26 cts/l sur les essences et 16 cts/l sur le gazole par rapport à la moyenne

des principaux pays européens. La part de marché en carburants des grandes surfaces a progressé. N'investissant pas dans la recherche et peu dans le suivi de la qualité des produits, ces distributeurs ont poursuivi une politique de prix d'appel permanent, allant parfois jusqu'à la pratique de prix illicites.

Les ventes de carburéacteurs ont progressé de 3,8%, reflétant la croissance du trafic international.

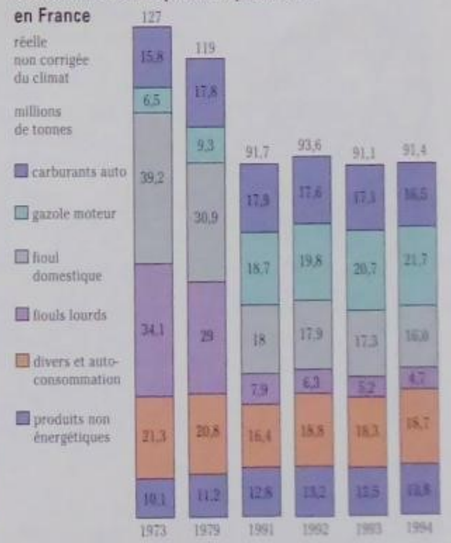
Les ventes de fioul domestique ont été en retrait de 8%. Cette baisse est essentiellement due à la douceur exceptionnelle de l'année, la plus marquée depuis plus de 25 ans, et a entraîné une forte réduction des marges. Malgré la taxation discriminatoire dont il fait l'objet, ce produit reste intrinsèquement compétitif par rapport au gaz et à l'électricité, comme l'a rappelé la campagne de promotion lancée par l'association Chauffage Fioul qui regroupe l'ensemble des professionnels de la distribution de fioul domestique.

La consommation des fiouls lourds a diminué de 12%, reflétant la réduction des besoins d'EDF, au niveau le plus bas depuis 1948, et la baisse de la demande du secteur industriel, due à la douceur de l'année 1994 et au transfert d'énergie au profit de l'électricité et du gaz.

Le marché des bitumes est resté soutenu, mais les marges ont souffert de l'augmentation du prix de la matière première.

Consommation d'énergie primaire en France

Consommation de produits pétroliers en France



Activités de la Société et de ses Filiales

Malgré d'excellentes performances opérationnelles, les résultats du Groupe Esso ont été décevants. Le résultat net consolidé est un bénéfice de 184 MF, contre 462 MF en 1993. Ceux-ci reflètent un environnement pétrolier extrêmement difficile, marqué par une baisse du prix du brut, des marges de raffinage les plus faibles depuis 1987 et des marges de distribution très insuffisantes.

Les opérations ont continué d'être menées avec rigueur, en poursuivant la réduction des coûts et en renforçant la maîtrise du risque industriel.

EXPLORATION - PRODUCTION

Esso REP a effectué deux forages d'exploration sur le permis de Lège, à proximité d'Arcachon. Ces efforts ont été couronnés de succès avec la découverte du gisement des Pins, dont la production a débuté dès le mois de juillet. Les recherches se sont aussi étendues en mer, avec une importante campagne sismique marine tridimensionnelle sur le permis de Cap-Ferret Océan. Au total, les investissements d'exploration se sont élevés à 137 MF, en légère hausse par rapport à l'année précédente.

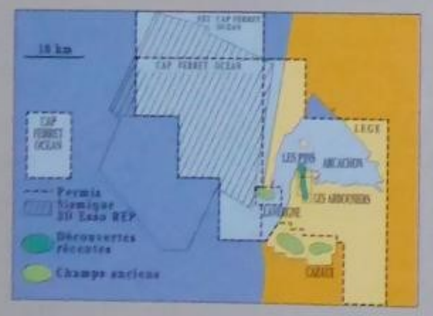
Avec 1,44 million de tonnes, Esso REP a réalisé 52% de la production nationale de pétrole brut et reste ainsi de loin le premier producteur en France. Les champs les plus récents tels que les Arbousiers et les Pins ont compensé le déclin des gisements les plus anciens. Grâce notamment au forage de deux puits de développement, le champ de Chaunoy a continué de fournir environ la moitié de la production d'Esso REP. Au total, 141 MF ont été investis dans les activités de production, en légère progression par rapport à 1993.

La baisse des coûts unitaires s'est poursuivie grâce à une gestion serrée, à la maximisation de la production des gisements les plus rentables et à la cession de petits champs.

Les opérations d'exploration et de production se sont déroulées sans accident pour la dixième année consécutive, avec un souci constant de préservation de l'environnement. De nombreux efforts de communication ont été développés auprès des autorités et des collectivités locales pour expliquer les mesures prises dans ces domaines.

NOUVELLE DÉCOUVERTE PRÈS D'ARCACHON ET NOUVELLE CAMPAGNE SISMIQUE MARINE

Le forage d'exploration des Pins, situé sur le permis de Lège, à proximité d'Arcachon, après avoir rencontré des indices d'huile en avril, a été mis en production dès la mi-juillet. Le pétrole brut produit est acheminé par camion-citerne jusqu'au dépôt Esso REP de Parentis à partir d'un stockage provisoire de 400 m³. Le niveau de production moyen a été de 300 m³/j durant la seconde moitié de l'année. Le raccordement du gisement des Pins aux installations de traitement et de stockage de Cazaux, via les installations des Arbousiers par une conduite d'environ 2,5 km, s'effectuera au cours de l'année 1995, permettant de s'affranchir du transport par route. La réalisation de forages complémentaires est en cours.



En réponse aux mesures incitatives adoptées par la Loi de Finances pour l'année 1994 relative aux gisements en mer, Esso REP a réalisé dès l'attribution du permis d'exploration, une importante campagne sismique marine en trois dimensions, pour un montant de 35 MF, au large du Cap-Ferret.

Ceci illustre le rôle fondamental que peut jouer la fiscalité dans la relance de l'activité de recherche pétrolière en France. Grâce à la collaboration des collectivités locales, mais aussi du Centre d'Essais des Landes et du comité local des pêches d'Arcachon, cette campagne s'est déroulée dans de très bonnes conditions, en respectant en particulier l'environnement et les spécificités locales.

ANTIPOL 94 : UNE COLLABORATION SANS FAILLE AVEC LA MARINE NATIONALE

Esso a souhaité tester en 1994 ses moyens de lutte contre la pollution par hydrocarbures. Elle s'est associée à la Marine Nationale dans le cadre d'un exercice appelé «Antipol 94», au large d'Ouessant.

Cette simulation en vraie grandeur est la plus importante jamais réalisée en Région Maritime Atlantique. Elle a associé des moyens très importants de la Marine Nationale (12 navires, 9 avions/hélicoptères) et un navire pétrolier Esso de 22 000 tonnes de port en lourd. Elle a impliqué environ 500 personnes. L'objectif principal était de valider la coordination des équipes d'assistance et d'épandage de dispersants face à une menace de pollution côtière. Des équipes incendie, d'hélitreuillage des blessés et du personnel, de remorquage puis d'allégement du pétrolier sont intervenues en liaison avec le CEDRE (Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux). Les moyens de communication entre Esso, la Marine Nationale et les médias ont également été mis à l'épreuve.

Pour la première fois en France, Esso a mis à la disposition de la Marine Nationale une partie des moyens en hommes et en équipements de la coopérative Oil Spill Response (OSR) Ltd. Cette coopérative de lutte contre la pollution, la plus importante du monde et dont Exxon est actionnaire, est basée à Southampton en Grande-Bretagne. Un barrage flottant de 300 mètres et son matériel de mise en place furent apportés de Southampton par avion. De gros moyens aériens communs ont été utilisés pour les opérations d'épandage de dispersants.

Ces deux jours ont prouvé la nécessité de disposer de matériel spécifique tels qu'un remorqueur de haute mer (Abeille Flandre) et des moyens d'hélitreuillage capables d'intervenir par tous temps. Par ailleurs, l'utilisation de moyens logistiques lourds d'OSR Ltd a démontré l'efficacité d'une intervention très rapide sur la source de la pollution.

Le succès de cet exercice tient à une préparation longue et minutieuse au cours de laquelle les équipes de la Marine Nationale et d'Esso ont appris à travailler ensemble. Le maintien de cet esprit de collaboration est le garant d'une efficacité d'ensemble en cas d'incident grave.

APPROVISIONNEMENTS, TRANSPORTS ET RAFFINAGE

Les raffineries de Fos-sur-Mer et de Port-Jérôme ont fait preuve de fiabilité et de souplesse, tout en étant strictement gérées. Les efforts continus d'amélioration de la qualité des opérations se sont concrétisés par l'obtention de certifications ISO 9002 sur le stockage et les expéditions des bitumes dans les deux raffineries, de même que sur l'ensemble du processus de fabrication du supercarburant «Esso Super Plus».

La raffinerie de Fos-sur-Mer a célébré son trentième anniversaire en juin 1994. Les unités de distillation et de production d'essences ont été arrêtées pendant six semaines pour maintenance périodique. Lors de cet arrêt, des investissements ont été réalisés pour optimiser la performance de la raffinerie. La mise en place d'un nouveau système informatique de contrôle des unités s'est poursuivie. L'ensemble des opérations a été mené sans accident.

Pour la raffinerie de Port-Jérôme, 1994 aura été une année record concernant la production de bitumes, des huiles de base et des huiles blanches dont les ventes à l'exportation se développent selon les prévisions. La nouvelle unité d'alkylation, démarrée en 1993 et destinée à la fabrication des essences sans plomb, a contribué à l'amélioration de la valorisation des produits. De nouveaux stockages enterrés de gaz de pétrole liquéfié ont été réalisés en remplacement de sphères aériennes et mis en opération comme prévu. La recherche continue de productivité s'est concrétisée par la mise en commun d'un certain nombre d'activités avec le site voisin d'Exxon Chemical France.

Malgré un fort taux d'utilisation et l'excellence des opérations, le résultat d'exploitation des trois grands navires pétroliers est resté décevant. Comme en 1993, la faiblesse des taux de fret n'a pas permis de couvrir les dépenses de fonctionnement courantes pourtant rigoureusement maîtrisées. Un doublement de ces taux de fret serait nécessaire pour justifier le remplacement à terme des navires.

L'autorisation gouvernementale d'immatriculer les caboteurs français au registre T.A.A.F. (dit «Kerguelen») a été accordée en 1994. L'expérience acquise sur les grands pétroliers a été mise à profit pour inscrire dès 1994 l'un des deux caboteurs à ce registre, condition nécessaire pour faire face à l'ouverture à la concurrence internationale.

AUTOROUTES : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE STATIONS-SERVICE ESSO

Les stations-service évoluent vers plus de convivialité, d'espace, de fluidité et d'offres de services élargies adaptées aux exigences nouvelles des automobilistes.

Les deux stations-service autoroutières ouvertes par la Société à Pont-Sud (Côte-d'Or) sur l'A39, Dijon-Dôle, et à Villeneuve l'Archevêque (Yonne) sur l'A5, Paris-Troyes, appartiennent à cette nouvelle génération. Elles offrent une gamme de prestations qui, au-delà des services traditionnels, inclut une restauration rapide proposant des produits préparés sur place, des espaces de détente et l'utilisation de moyens de télécommunication appréciés de la clientèle professionnelle, principalement des chauffeurs de poids lourds.

La distribution de carburants gagne en facilité d'accès et en fluidité grâce à une amélioration de la configuration et de l'équipement des pistes:

- pour les voitures particulières, des pompes multi-produits permettent la distribution de tous les carburants et facilite l'accès au produit souhaité,
- pour les poids lourds, des appareils de distribution spécifiques autorisent le remplissage des réservoirs situés de part et d'autre des camions.

La Société participe ainsi activement au développement et à l'amélioration du réseau autoroutier français.

Le réseau des stations-service Esso d'autoroutes est le plus primé au titre de la Charte de la Qualité pour les produits et services que la Société propose aux automobilistes.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Les ventes sur le marché français se sont élevées à 9,2 MT, contre 8,8 MT en 1993, et la part de marché tous produits finis s'est élevée à 12,4% contre 11,7% en 1993. Cet accroissement a été obtenu tout en maintenant une politique commerciale sélective afin de préserver la rentabilité.

Dans un marché des carburants très concurrentiel, marqué par un accroissement de la part de marché de la grande distribution et par des transferts de ventes aux frontières liés aux variations de taux de change et de taxes, les résultats du réseau de stations-service ont été en retrait par rapport à ceux de l'année précédente. Dans ce contexte, la Société a renforcé sa politique commerciale axée sur la qualité des produits et des services. Les propriétés du supercarburant sans plomb "Esso Super Plus" ont été reconnues avec le label décerné par l'UTAC en complément de la certification ISO 9002 garantissant le maintien de la qualité tout au long de la chaîne de fabrication, de stockage et de distribution. La modernisation des installations s'est poursuivie, avec en particulier le développement des boutiques de proximité qui offrent une large gamme d'articles allant jusqu'à la restauration rapide. L'importance que la Société attache à l'accueil et à la satisfaction du client a été soulignée par le développement d'un programme de formation et d'animation spécifique. Des campagnes de publicité, des actions promotionnelles et l'offre de nouveaux cadeaux Esso Collection, particulièrement appréciés des consommateurs, sont venues soutenir la politique commerciale du réseau.

Pour faire face à la compétition accrue sur le marché des carburéacteurs, la Société a renforcé son effort de restructuration et de réduction des coûts. Dans le domaine des bitumes, Esso a poursuivi la mise au point de produits de haute technologie, améliorant la sécurité et les performances des chaussées. Des émulsions de nouvelle génération adaptées au répandage et à l'enrobage ont en particulier été proposées aux entreprises routières. Esso a maintenu sa position de leader sur le marché des soutes et développé ses ventes de gaz liquéfiés dans le secteur du petit vrac.

Après le lancement à la fin de 1993 de l'huile 5W-40 «Esso Ultron Racing Oil», Esso a lancé en 1994 «l'Esso Ultron Diesel Racing Oil», une nouvelle huile très haut de gamme 5W-40 destinée aux véhicules diesel dont le parc s'accroît rapidement en France. L'efficacité du partenariat avec Peugeot s'est concrétisée par la victoire de la Peugeot 405 avec «Esso Ultron Racing Oil» au championnat de France de Supertourisme. Les ventes à l'exportation d'huiles blanches, produits de haute technicité, se sont remarquablement développées avec une croissance de 25% par rapport à 1993.

ESSO ET PEUGEOT : UNE ÉQUIPE QUI GAGNE

Esso et Peugeot ont associé leurs noms voilà plus de trente ans. Ce partenariat technique et commercial qui lie les deux sociétés s'est à nouveau illustré en 1994 par un double titre de Champion de France de Supertourisme, constructeurs et pilotes. Cette double victoire ajoute un nouveau laurier au palmarès glorieux des couleurs Esso-Peugeot: le triplé au Paris-Dakar en 1990, le Championnat du Monde des Voitures de Sport et les 24 Heures du Mans avec les 905 en 1992, enfin le triplé des 905 aux 24 Heures du Mans en 1993.

Esso fait de la compétition un authentique moyen de communication à la fois interne et externe. C'est aussi l'occasion de démontrer le degré de haute technicité et le développement permanent de ses produits grand public utilisés par des voitures très proches de celles de «Monsieur Tout le Monde». Le lubrifiant moteur Esso Ultron Racing Oil de la 405 MI 16 Peugeot, voiture victorieuse au Championnat de France de Supertourisme, en est le plus bel exemple.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le laboratoire de Mont-Saint-Aignan a été le premier laboratoire pétrolier français à obtenir la certification Qualité ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités. Reconnu par le Groupe Exxon comme «Centre d'Excellence» au niveau mondial dans le domaine des bitumes, le laboratoire a mis au point de nouveaux produits à très haute performance, tels que des liants réticulés et la nouvelle gamme d'émulsions «Tigremuls» et «Emultech». Il a aussi diffusé dans plusieurs pays d'Europe «Esso-Moebius», un logiciel de prédiction du comportement des chaussées en fonction du trafic, du climat, de la structure de la chaussée existante et des propriétés de l'enrobé bitumineux devant être mis en place.

Les activités de la filiale Esso Technologies et Services, spécialisée dans la commercialisation de services d'assistance technique, ont continué à progresser à un rythme soutenu.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

La Société participe de plus en plus aux activités internationales du Groupe Exxon. Responsable au niveau mondial des ventes d'huiles blanches depuis 1991, elle coordonne depuis le 1er août 1994 les relations du Groupe Exxon avec ses filiales de distribution pétrolière en Espagne, au Portugal et en Tunisie.

La Société contribue en outre au développement de divers projets internationaux du Groupe Exxon, en détachant par exemple des membres du personnel au projet d'exploration et de production de brut au Tchad. Elle collabore aussi à la mise en place de nouvelles structures européennes concernant les achats et les lubrifiants. Son centre de calcul assure depuis cette année des prestations informatiques à plusieurs autres sociétés du Groupe Exxon en Europe.

SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

Au 31 décembre 1994, l'ensemble des sociétés du Groupe Esso S.A.F. a atteint -pour la première fois- près de vingt mois consécutifs sans accident avec arrêt pour son personnel. Cette réussite vient récompenser une démarche de prévention entreprise depuis de nombreuses années. En 1994, cette action a été principalement axée sur l'implication de l'encadrement, la sécurité routière ainsi que sur la promotion de la sécurité auprès des entreprises extérieures.

Une journée entièrement consacrée à la sécurité mobilisant l'ensemble du personnel a été le temps fort du programme de l'année 1994. Cette manifestation, à laquelle participaient entreprises extérieures, clients et représentants des collectivités locales, a donné l'occasion à chacun de manifester son attachement à la sécurité.

En matière d'environnement, Esso a participé avec l'un de ses navires pétroliers à l'exercice Antipol 94 de la Marine Nationale . L'objectif de cet exercice important était de pouvoir vérifier l'efficacité des mesures prévues en cas d'accident maritime accompagné de pollution pétrolière. Esso participe en outre activement à la revue des plans d'intervention d'urgence en cas de pollution des rivières par hydrocarbures.

SÉCURITÉ : DES RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

Le 3 mai 1995, le Groupe Esso a franchi le cap de deux ans sans accident avec arrêt. En atteignant son objectif de "zéro accident" avec arrêt pour le personnel, le Groupe Esso S.A.F. a réalisé la meilleure performance de son histoire. Ceci vient confirmer l'excellence du programme sécurité en plaçant Esso au tout premier rang des entreprises pétrolières opérant en France et témoigne de l'implication de chacun dans la démarche de prévention.

Les résultats les plus remarquables ont été obtenus par Esso REP, la Marine et la raffinerie de Fos-sur-Mer qui ont atteint respectivement 10 ans, 9 ans et 5 ans sans accident avec arrêt. Deux trophées du Groupe d'Etude de Sécurité des Industries Pétrolières (GESIP) ont récompensé Esso REP et la raffinerie de Fos-sur-Mer. Par ailleurs, le personnel commercial a dépassé le cap des 50 millions de kilomètres sur la route sans blessé.

Esso a continué à promouvoir la sécurité auprès des entreprises extérieures intervenant sur ses sites. Le programme d'accréditation a été intensifié. 132 entreprises ont été accréditées en 1994, portant à plus de 200 le nombre de sociétés reconnues en raison de la qualité et des résultats de leurs programmes sécurité. Des formations spécifiques concernant les chauffeurs de camions-citernes et les superviseurs de travaux sont venues compléter cette action. Les résultats sont à la mesure de l'effort entrepris et se traduisent par une réduction de près de 30% du nombre des accidents avec arrêt des entreprises extérieures par rapport à l'année passée. Ainsi, les entreprises intervenant sur les sites Esso atteignent une performance 12 fois meilleure que la moyenne de l'industrie française, avec un taux de fréquence de 2,4 accidents du travail avec arrêt par million d'heures travaillées.

RESSOURCES HUMAINES

Les réorganisations initiées en 1993 afin de préserver la compétitivité à terme de la Société ont été mises en application selon les accords prévus.

Afin d'assurer le renouvellement du personnel, la Société a augmenté le recrutement, notamment de jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs, d'écoles de commerce et d'IUT. Elle a également participé à l'effort national d'insertion des jeunes en accueillant une vingtaine d'apprentis.

La Société a poursuivi son effort de formation en orientant son action sur la gestion, le contrôle et la maîtrise globale des opérations. Le programme d'échange et de développement de jeunes cadres diplômés entre filiales européennes du Groupe Exxon est entré dans sa troisième phase en 1994. Il regroupe une trentaine de collaborateurs d'Allemagne, de Grande-Bretagne, du Bénélux, d'Italie et de France.

Deux accords collectifs ont été conclus en 1994, l'un pour l'ensemble de la Société sur les modalités de mise en œuvre du temps partiel et l'autre à la raffinerie de Port-Jérôme sur le statut et la situation du personnel concerné par les synergies des sociétés Exxon Chemical France, Esso S.A.F. et Esso Raffinage S.A.F..

Les salariés ne détiennent aucune action de la Société dans le cadre soit d'un plan d'épargne d'entreprise, soit d'un fond commun de placement d'entreprise.

Esso S.A.F. / Esso Raffinage S.A.F. / Esso REP

	1993	1994
Effectifs au 31 décembre	2 570	2 432
Recrutement	56	36
Évolution des salaires de décembre à décembre pour le personnel en place durant toute l'année	4,2%	3,1%
Activités de formation		
• En % des salaires	5,2%	4,6%
• En % du temps de travail	1,9%	1,6%

UN PARTENARIAT DE DÉCOUVERTES AVEC LYCÉES ET COLLÈGES

Esso a poursuivi ses partenariats avec différents établissements scolaires, notamment la raffinerie de Fos-sur-Mer avec le lycée Latecoere d'Istres et le siège social avec les trois lycées de Rueil-Malmaison. Ces échanges ont permis notamment d'accueillir, lors de stages d'initiation à la vie de l'entreprise, élèves et professeurs. Des collaborateurs Esso ont pu, lors des visites dans les raffineries ou au siège social de la Société, faire part de leur expérience professionnelle.

COMMUNICATION

La commémoration du trentième anniversaire de la zone industrielle de Fos-sur-Mer, la participation au premier Raid Sécurité, opération de sensibilisation sur la sécurité avec l'Ecole de Conduite Française et la Caisse d'Epargne, la remise de trophées récompensant dans le domaine de la sécurité les meilleures entreprises extérieures travaillant dans les raffineries, ont été l'occasion d'opérations de communication interne et externe. D'autre part, deux opérations d'une journée ont permis de souligner l'importance que la Société attache à l'accueil du client et à la sécurité. L'une de ces journées a donné au personnel l'occasion de partir à la rencontre des clients dans 250 stations-service et la seconde de participer à un large éventail d'activités de sensibilisation dans le domaine de la sécurité.

La Société a renforcé sa présence à Rueil-Malmaison en participant à des manifestations telles que le Rallye des Entreprises et les premières Olympiades Inter-Entreprises qui ont permis d'accueillir 650 personnes sur le stade Esso.

Résultats du Groupe Esso S.A.F.

Le résultat d'exploitation du Groupe passe de 937 MF à 549 MF. La diminution du résultat des activités d'Exploration/Production est essentiellement due à la baisse des prix de vente du brut. La baisse du résultat des activités de Raffinage/Distribution reflète la baisse des marges de raffinage, totalement insuffisantes, pour assurer la nécessaire évolution de l'outil de raffinage. L'impact positif de la variation d'effet prix sur stocks d'Esso S.A.F. entre les deux exercices résulte de la hausse des cours. Le contrôle rigoureux des coûts, appliqué dans l'ensemble du Groupe, a permis de limiter la baisse de ces résultats.

Après un résultat financier positif de 87 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 636 MF contre 954 MF en 1993.

Le résultat exceptionnel, une perte de 241 MF, comprend notamment 117 MF de frais d'exploration et une charge pour restructurations de 64 MF.

Après prise en compte des impôts courants, des mouvements d'impôts différés, et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du Groupe est un bénéfice de 184 MF, à comparer à un bénéfice de 462 MF en 1993.

Aspects Financiers Esso S.A.F.

■ Le chiffre d'affaires de 28 604 MF est en baisse de 5%, reflétant la baisse des prix unitaires TTC. Compte tenu des mouvements de stocks, les produits d'exploitation sont de 28 806 MF.

Les charges d'exploitation de 28 673 MF incluent à hauteur de 13 075 MF la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, comprise dans ces charges, est de 293 MF.

Le résultat d'exploitation s'élève à 133 MF, à comparer au résultat de 351 MF obtenu en 1993. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des marges de raffinage, qui est très sensiblement supérieure à la variation de l'effet prix sur stocks de 345 MF.

Le résultat financier est positif de 375 MF, dont 262 MF de dividendes reçus d'Esso REP (317 MF en 1993).

Le résultat exceptionnel négatif de 187 MF inclut une provision pour fluctuation des cours de 113 MF.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, de la participation et des impôts, le résultat net 1994 est un profit de 323 MF.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1993	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Résultats Esso S.A.F.

millions de F

	1993		1994	
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	18 441		15 529	
Taxe intérieure	11 746		13 075	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		30 187		28 604
Production stockée/(déstockée) et divers		(29)		202
• Total des produits d'exploitation		30 158		28 806
Charges d'exploitation hors amortissements	(25 529)		(28 380)	
Amortissements	(278)		(293)	
• Total des charges d'exploitation		(29 807)		(28 673)
Résultat d'exploitation		**351**		**133**
Résultat financier		**380**		**375**
Résultat courant		**731**		**508**
(Dotation)/Reprise de provision pour fluctuation des cours		171		(113)
Amortissements dérogatoires		(1)		(3)
Autres éléments exceptionnels		(130)		(71)
Résultat exceptionnel		**40**		**(187)**
Participation des salariés		(20)		(5)
Impôts sur les sociétés		(112)		7
Résultat net		**639**		**323**

Résultats Financiers des 5 Dernières Années pour Esso S.A.F.

	1990	1991	1992	1993	1994
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (millions de F)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors TVA (millions de F)	32 950,2	34 075,7	30 341,6	30 187,1	28 603,8
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	1 712,6	763,3	2 039,4	885,3	699,7
Impôts sur les bénéfices	80,7	345,4	351,7	112,2	(6,5)
Participation des salariés	26,5	25,0	10,4	20,3	4,8
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	422,6	1 174,5	1 824,7	638,8	322,7
Résultat distribué	297,9	595,9	595,9	595,9	417,1 (2)
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	134,70	32,97	140,74	63,17	58,85
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	35,46	98,55	153,10	53,60	27,08
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	37,50	75,00	75,00	75,00	52,50 (2)
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	2 448	1 340	1 325	1 275	1 225
Montant de la masse salariale (millions de F)	663,7	426,2	447,6	444,7	441,4
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (millions de F)	481,1	358,6	330,9	307,8	333,2

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).
(1) Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Corporation.
(2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.

■ La Société a pris cette année une participation de 9,6 % dans la société anonyme Eco-Lubrifiant S.A., de 99,76 % dans la société anonyme Esso France S.A. et de 70 % dans la société en nom collectif Liants Routiers de la Vallée du Rhin.

■ Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1994 et de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Monsieur Claude Roux, Président d'Honneur et Administrateur de votre Société est décédé le 28 février dernier. Monsieur Claude Roux, entré chez Esso S.A.F. en 1957, en a été nommé Administrateur en 1983, puis Président de 1985 à 1988 et Président d'Honneur depuis 1988. Le Conseil rend hommage à Monsieur Roux dont il a beaucoup apprécié la compétence dans le domaine pétrolier, l'enthousiasme et le dynamisme.

Monsieur Michel Kopff, Président d'Honneur et Administrateur de votre Société, dont le renouvellement du mandat n'est pas proposé, conformément aux statuts, quitte le Conseil d'Administration. Monsieur Kopff a été nommé Administrateur d'Esso S.A.F. en juin 1973, puis Président de 1979 à 1985 et Président d'Honneur depuis 1985. Les membres du Conseil remercient Monsieur Kopff dont l'expérience a été hautement appréciée au cours de sa carrière au service de votre Société, en participant notamment aux découvertes qui ont placé, depuis de nombreuses années, Esso REP au premier rang des producteurs de pétrole en France.

Monsieur Jean Rauzier, Administrateur de votre Société depuis juin 1978, dont le renouvellement du mandat n'est pas proposé, conformément aux statuts, quitte le Conseil d'Administration. Nous adressons à Monsieur Jean Rauzier nos sincères remerciements pour l'aide précieuse apportée au Conseil et pour les services qu'il a rendus tout au long de sa carrière, principalement à la Direction Générale des Ventes.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration Monsieur Olivier Bouygues, Administrateur et Directeur Général du Groupe Bouygues et Monsieur Jean Taillardat, qui assumait les fonctions de Directeur de la Communication et des Ressources Humaines et de Secrétaire Général d'Esso S.A.F. avant de prendre sa retraite le 31 décembre 1994.

Le mandat des Commissaires aux Comptes venant à expiration, nous vous proposons de renouveler les mandats de Messieurs Daniel Dudon et Edouard Salustro en tant que Commissaires aux Comptes titulaires pour les exercices 1995 à 2000 inclus et de Monsieur Jean-Michel Garnier en tant que Commissaire aux Comptes suppléant pour la même période.

Le Conseil d'Administration

Résolutions

Première Résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1994, approuve le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1994, tels qu'ils ont été arrêtés.

Deuxième Résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes, prend acte de la déclaration des Commissaires aux Comptes indiquant qu'aucune convention n'entre dans le cadre des conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Troisième Résolution
L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

• bénéfice de l'exercice 1994	322 687 615 F
• report à nouveau	744 956 842 F
soit un total de	**1 067 644 457 F**

de la façon suivante :

• réserve spéciale des plus-values à long terme	3 012 429 F
• dividende net	417 128 600 F
• précompte mobilier	56 975 275 F
• report à nouveau	590 528 153 F
soit un total de	**1 067 644 457 F**

Le dividende net ressort à 35 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 17,50 F, soit un revenu global de 52,50 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 22 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 11 F, a été mis en paiement le 16 février 1995.
Le dividende complémentaire ressort donc à 13 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 27 juin 1995.

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1993	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Quatrième Résolution
L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1994.

Cinquième Résolution
L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1995 :
Messieurs Jean Boillot
Olivier Bouygues
Philippe Dulac
Jean-Luc Randaxhe
Jean Taillardat
Jean Verré

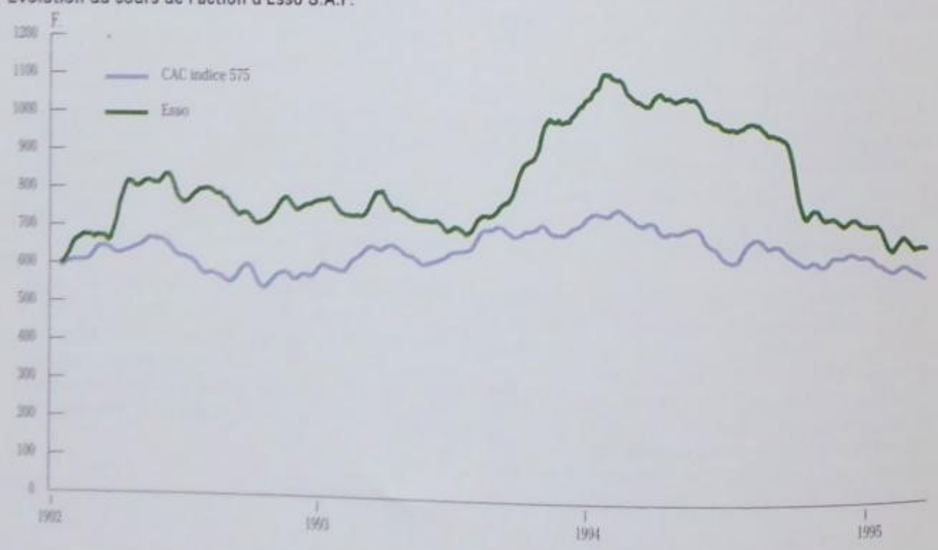
Sixième Résolution
L'Assemblée Générale nomme en qualité de Commissaires aux Comptes titulaires Monsieur Daniel Dudon et Monsieur Edouard Salustro pour les exercices 1995 à 2 000 inclus.
Elle nomme pour la même période Monsieur Jean-Michel Garnier en tant que Commissaire aux Comptes suppléant.

Septième Résolution
L'Assemblée Générale fixe à 315 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1995.

Huitième Résolution
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

Résolutions soumises à
l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 1995

Evolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.



Compte de Résultat de l'exercice 1994 — page 18

Bilan au 31 décembre 1994 — page 19

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat — page 20

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés — page 24

Comptes *Consolidés*

Groupe Esso S.A.F.

Compte de Résultat de l'Exercice 1994

millions de F

	1994	1993
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	31 341,7	32 912,4
Production stockée	(69,4)	(135,6)
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	143,4	(38,4)
Production immobilisée et divers	301,0	294,0
Total	**31 716,7**	**33 032,4**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	8 901,7	10 341,7
Variation de stocks	(61,7)	82,8
Autres achats et charges externes	6 733,3	7 408,0
Impôts, taxes et versements assimilés	13 414,8	12 127,4
Charges de personnel	1 380,0	1 335,6
Dotations aux amortissements et provisions : • raffinage/distribution	543,2	533,8
• production	211,0	199,0
Autres charges	45,7	66,8
Total	**31 168,0**	**32 095,1**
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**548,7**	**937,3**
Produits financiers		
Participations	28,1	30,1
Intérêts reçus et autres	60,8	53,7
Différences positives de change	53,0	64,6
Total	**141,9**	**148,4**
Charges financières		
Intérêts payés	31,1	107,8
Différences négatives de change	23,9	23,8
Autres	–	0,2
Total	**55,0**	**131,8**
2. RÉSULTAT FINANCIER	**86,9**	**16,6**
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**635,6**	**953,9**
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	85,4	156,4
Reprises de provisions	157,4	74,6
Total	**242,8**	**231,0**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	117,0	91,0
Opérations de gestion et capital	229,4	243,6
Dotations aux provisions	137,6	121,2
Total	**484,0**	**455,8**
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (1)	**(241,2)**	**(224,8)**
Participation	(13,7)	(37,0)
Impôts courants et taxes sur dividendes	(140,0)	(231,6)
Variation des impôts différés	(40,4)	28,1
INTÉRÊTS MINORITAIRES DANS ESSO REP	(16,7)	(26,9)
RÉSULTAT DU GROUPE	**183,6**	**461,7**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

(1) En 1994, le résultat exceptionnel comprend notamment 117 MF de frais d'exploration et une charge pour restructurations de 64 MF.

Bilan au 31 décembre 1994

Avant répartition

millions de F

ACTIF	1994 Montants bruts	1994 Amortissements et provisions	1994 Montants nets	1993 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	117,0	(117,0)	–	–
• Autres	368,3	(66,8)	301,5	267,2
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	7 062,3	(3 910,6)	3 151,7	3 166,5
• Secteur production	3 781,9	(2 872,5)	909,4	979,2
Immobilisations financières	128,5	(7,1)	121,4	121,6
Total I	**11 458,0**	**(6 974,0)**	**4 484,0**	**4 534,5**
Actif circulant				
Stocks et en-cours	2 415,8	(0,5)	2 415,3	2 422,9
Créances clients et comptes rattachés	1 282,9	(19,9)	1 263,0	1 092,5
Autres créances	1 172,2	(0,7)	1 171,5	1 734,9
Disponibilités	127,4	–	127,4	150,4
Charges constatées d'avance	121,6	–	121,6	211,8
Total II	**5 119,9**	**(21,1)**	**5 098,8**	**5 612,5**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**13,1**	**–**	**13,1**	**–**
TOTAL GÉNÉRAL	**16 591,0**	**(6 995,1)**	**9 595,9**	**10 147,0**

millions de F

PASSIF	1994	1993
Capitaux propres du Groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	3 570,3	3 710,1
Résultat de l'exercice	183,6	461,7
Total I	**4 416,2**	**4 834,1**
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**25,5**	**75,4**
Provisions		
Risques et charges	359,1	380,8
Impôts différés	520,8	480,4
Total II	**879,9**	**861,2**
Dettes		
Emprunts et dettes/établissements de crédit	289,8	526,7
Emprunts et dettes financières divers	89,6	36,5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 543,0	1 392,6
Dettes fiscales et sociales	1 978,5	1 974,5
Autres dettes	336,8	425,8
Produits constatés d'avance	36,6	20,2
Total III	**4 274,3**	**4 376,3**
TOTAL GÉNÉRAL	**9 595,9**	**10 147,0**

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

■ Les comptes annuels du Groupe Esso S.A.F. sont établis en conformité avec les dispositions spécifiques de la loi du 3 janvier 1985 et le décret d'application du 17 février 1986.

Ils sont élaborés, selon les différents métiers, conformément aux plans comptables des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures et des entreprises de recherche et de production des hydrocarbures.

1-1 Principes de consolidation

Périmètre

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et ceux de ses filiales dont l'impact est significatif.

En application de ce principe, les trois filiales suivantes sont consolidées :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso Raffinage S.A.F.	379 914 237	2, rue des Martinets 92500 Rueil-Malmaison	99,99
Activité : raffinage d'hydrocarbures			
Esso REP	552 092 181	2, rue des Martinets 92500 Rueil-Malmaison	89,88
Activité : recherche et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides			
Worex S.N.C.	780 094 983	Parc des Érables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99
Activité : distribution de combustibles liquides et solides			

Compte tenu des pourcentages de participations dans ces sociétés, la méthode retenue est celle de l'intégration globale.

Retraitements

La consolidation a été effectuée sur la base des comptes individuels des sociétés au 31 décembre; ces comptes ont fait l'objet des retraitements suivants :

- Intégration des écarts de conversion dans le résultat ;
- Elimination des effets de la réévaluation légale de 1976 ;
- Elimination des provisions réglementées :
  - amortissements dérogatoires,
  - provision pour fluctuation des cours,
  - provision pour reconstitution des gisements ;
- Constatation des impositions différées résultant :
  - des retraitements ci-dessus,
  - du décalage temporaire entre la comptabilité et la fiscalité,
  - d'éventuels déficits fiscaux reportables,

  sachant qu'une situation fiscale nette active n'est constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du «report variable» au taux de 33 1/3%.

Résultat

Les résultats internes (dividendes, cessions intragroupe) sont intégralement éliminés dans la mesure où ils sont significatifs. Ainsi, pour le brut en inventaire chez Esso S.A.F. en provenance d'Esso REP, la marge a été éliminée.

1-2 Mode et méthodes d'évaluation

Immobilisations incorporelles

Secteur exploration/production
Les études et travaux d'exploration réalisés par Esso REP sont considérés comme des immobilisations incorporelles. Ils sont inscrits à ce titre en comptabilité à l'exception de :

- forages non terminés à la fin de l'exercice, qui sont inscrits dans le compte «immobilisations en cours»,
- forages ayant abouti à une découverte commerciale qui sont transférés aux comptes d'immobilisations corporelles de production.

Les dépenses de géologie et de géophysique, ainsi que les coûts de forages n'ayant pas abouti à une découverte commerciale, sont amortis à 100% à la fin de l'exercice.

Autres secteurs
Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels et par des fonds commerciaux rattachables aux activités de distribution du Groupe. Ces derniers sont dépréciés par voie de provision dans la mesure où leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur historique.

Immobilisations corporelles

Secteur exploration/production
Les immobilisations de production d'hydrocarbures constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP. Elles sont amorties champ par champ selon la méthode de l'unité de production, dans laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

Autres secteurs
Les autres immobilisations du Groupe sont inscrites au bilan consolidé au prix d'acquisition.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire. Les principales durées d'amortissement du Groupe sont les suivantes:

Constructions	de 10 à 20 ans
Installations industrielles	de 8 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles	de 5 à 15 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur coût historique.

Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient, une provision pour dépréciation étant constituée si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les stocks issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits par référence à leur valeur sur le marché international.

Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués selon la méthode FIFO.

Les marchandises non pétrolières et les matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaleur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est porté au compte de résultat.

Provisions pour risques et charges

Au sein du Groupe, les provisions pour pensions couvrent la garantie de ressources accordée au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite ainsi que le coût des plans de départ anticipés évalués sur une base actuelle. Les autres engagements de la Société sont mentionnés en «engagements hors bilan».

Dans le secteur raffinage, une provision pour grosses réparations, destinée à couvrir les dépenses de remise en état des unités de raffinage est comptabilisée, dans la mesure où ces installations sont remises en état suivant des cycles de travaux pluriannuels planifiés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les taxes spécifiques sur les produits pétroliers; en revanche, il exclut les facturations réciproques entre confrères dans le cadre des échanges économiques de produits. Le solde net de ces opérations fait l'objet d'une inscription au compte de résultat au niveau des variations de stocks.

2 - NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

2-1 Ventilation du Chiffre d'Affaires Consolidé

millions de F	1994	1993
Secteur Raffinage-Distribution		
Hors taxe intérieure	15 894	18 782
Taxe intérieure	14 839	13 418
Sous-total	30 733	32 200
Secteur Production	609	712
Total consolidé	**31 342**	**32 912**
dont exportations et soutes étrangères	2 872	3 929

L'écart entre 1993 et 1994 est principalement dû à une modification des termes des contrats d'Achat/Vente de pétrole brut avec les sociétés du Groupe.

2-2 Participations du Groupe Esso S.A.F. - Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31/12/1994

Nombre de titres	Sociétés	milliers de F
4 302	Paris-Niel	5 196
992	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	404
2 499	Esso Technologies et Services	250
2 991	Établissements Cloarec	1 478
2 499	Esso Lub Services	250
5 190	Émulsions de Feyzin et du Dauphiné	2 980
700	Liants Routiers de la Vallée du Rhin	2 100
1 000	Société P.A.C.	3 500
	Participations unitaires inférieures à 250 000 F	713
Total des participations de plus de 50 %		**16 871**
30 096	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine	6 296
4 000	Raffinerie du Midi	7 420
42 501	Société Pipe-Line Méditerranée - Rhône	4 250
530	Dépôts de Pétrole Côtiers	757
29 100	Géobutane Lavéra	2 318
11 998	Société de Manutention de Carburants Aviation	500
9 780	Docks des Pétroles d'Ambès	575
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse	1 101
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	4 200
20 000	Primagaz	2 913
39 936	Trapil	3 996
1 200	G.I.E. Service Aviation Paris	1 200
2 200	Groupement Pétrolier de Saint-Pierre des Corps	2 500
	Participations unitaires inférieures à 250 000 F	1 201
Total		**56 098**

2-3 Variation des capitaux propres et des intérêts minoritaires du Groupe Esso S.A.F.

millions de F

	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total du Groupe	Total Minoritaires
Au 31 décembre 1993	595,9	66,4	4 171,8	4 834,1	75,4
Dividende servi en 1994	–	–	(595,9)	(595,9)	(66,6)
Autres variations	–	–	(5,6)	(5,6)	–
Résultat du Groupe 1994	–	–	183,6	183,6	16,7
Au 31 décembre 1994	**595,9**	**66,4**	**3 753,9**	**4 416,2**	**25,5**

2-4 Variation des provisions pour risques et charges

millions de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	126,8	121,1	73,3	174,6
Pour risques	168,8	5,1	79,1	94,8
Pour charges	85,2	20,4	15,9	89,7
Total	**380,8**	**146,6**	**168,3**	**359,1**

* Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan Société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés.

Les mouvements de provisions pour risques et charges concernent essentiellement les charges de restructuration.

2-5 Variations de la provision pour impôts différés

millions de F

Au 31 décembre 1992	508,5
Reprise nette de l'exercice 1993	(28,1)
Au 31 décembre 1993	480,4
Dotation nette de l'exercice 1994	40,4
Au 31 décembre 1994	520,8

2-6 Ventilation des dettes consolidées par échéance

millions de F

	Montants totaux	Degré d'exigibilité à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Établissements de crédit	289,9	289,9	–	–
Dettes financières diverses	89,7	75,9	13,8	–
Fournisseurs et comptes rattachés	1 542,9	1 542,9	–	–
Dettes fiscales et sociales	1 978,4	1 978,4	–	–
Autres dettes	336,8	336,8	–	–
Total général	**4 237,7**	**4 223,9**	**13,8**	**–**

2-7 Tableau de financement consolidé

millions de F

Ressources	**1994**	**1993**
Résultat net	212	461
Hors plus ou moins values sur cessions / retraits d'actifs		
Amortissements et provisions	839	783
Part des minoritaires	17	27
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 068	1 271
Produit brut des cessions	31	65
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	11	577
Variation de l'endettement et de la trésorerie	295	–
Total	**1 405**	**1 913**
Emplois		
Investissements		
• Raffinage/Distribution	531	514
• Exploration/Production	278	269
Total	809	783
Dividendes mis en paiement par Esso S.A.F.	596	596
Variation de l'endettement et de la trésorerie	–	534
Total	**1 405**	**1 913**

2-8 Engagements hors bilan

millions de F

	1994	**1993**
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	4 484	4 358
Effets escomptés non échus	88	78
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 422	1 385
Autres engagements donnés	128	83
Total	**6 122**	**5 904**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties par des confrères au Groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1994 à 4 930 MF.

(2) Engagements pris par le Groupe, en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges", correspondant à l'estimation sur une base actuarielle au taux de 8,8% des charges futures envers :

a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du Groupe ou des plans de congés de fin de carrière,

b) le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

2-9 - Effectif moyen du Groupe

L'effectif moyen du Groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du Groupe	
	1994	1993	1994	1993
Cadres	966	983	9	15
Agents de maîtrise	1 222	1 228	2	-
Employés et ouvriers	750	813	85	95
Total	**2 938**	**3 024**	**96**	**110**

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du Groupe Esso S.A.F.

Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du Groupe Exxon.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes consolidés du Groupe Esso S.A.F., tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la vérification du rapport sur la gestion du Groupe, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1994.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du Groupe.

Paris, le 17 mars 1995
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon — Edouard Salustro

Bilan au 31 décembre 1994 — *page* **26**

Compte de Résultat de l'exercice 1994 — *page* **28**

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat — *page* **30**

Rapport des Commissaires aux Comptes — *page* **36**

Comptes *Sociaux*

Esso S.A.F.

Bilan au 31 décembre 1994 Esso S.A.F.

Avant répartition — milliers de F

ACTIF	1994 Montants bruts	1994 Amortissements et provisions	1994 Montants nets	1993 Montants nets
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	94 786	59 767	35 019	2 652
Fonds commercial	97 142	268	96 874	94 784
Immobilisations corporelles :				
Terrains	383 022	16 866	366 156	341 371
Constructions	1 530 278	712 796	817 482	1 032 132
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 597 663	2 135 822	461 841	478 331
Autres immobilisations corporelles	784 031	493 294	290 737	84 687
Immobilisations corporelles en cours	129 503		129 503	132 208
Avances et acomptes	7 969		7 969	11 132
Immobilisations financières (1) :				
Participations	1 102 273	3 541	1 098 732	1 094 756
Créances rattachées aux participations	40 711	15	40 696	43 034
Prêts	3 332		3 332	4 034
Autres immobilisations financières	2 503		2 503	2 528
TOTAL I	**6 773 213**	**3 422 369**	**3 350 844**	**3 321 649**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	737 134		737 134	674 122
En-cours de production - Produits	415 162		415 162	424 767
Produits finis	1 198 523		1 198 523	1 250 608
Créances :				
Créances clients, comptes rattachés (2)	1 124 814	16 428	1 108 386	932 857 (*)
Autres	1 562 871	652	1 562 219	1 718 360
Disponibilités	91 366		91 366	147 398
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance (3)	107 986		107 986	191 676
TOTAL II	**5 237 856**	**17 080**	**5 220 776**	**5 339 788**
Charges à répartir	12 712		12 712	
Primes remboursements des obligations	–	–	–	–
Écart de conversion actif	–	–	–	1 328
TOTAL GÉNÉRAL	**12 023 781**	**3 439 449**	**8 584 332**	**8 662 765**

(*) dont 146 MF auraient été classés en autres créances selon les critères utilisés en 1994.

Notes relatives à l'actif		
(1) dont à moins d'un an	2 101	2 378
(2) dont à plus d'un an		
(3) dont à plus d'un an	53 527	78 361

Bilan au 31 décembre 1994 Esso S.A.F.

milliers de F

	PASSIF	1994	1993
CAPITAUX PROPRES	**Capital social entièrement versé**	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Écart de réévaluation 76	430 013	430 724
	Réserves :		
	Réserve légale	59 590	59 590
	Plus-values nettes à long terme	1 655 059	1 641 654
	Réserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	744 957	715 487
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE - BÉNÉFICE	**322 688**	**638 772**
	Subventions d'investissements	–	–
	Provisions réglementées :		
	Amortissements dérogatoires	155 015	152 248
	Provisions pour fluctuation des cours	1 126 189	1 013 628
	Autres	6 279	7 035
	TOTAL I	**5 168 408**	**5 327 756**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques :**		
	Provisions pour perte de change	–	1 328
	Autres	11 878	55 268
	Provisions pour charges :		
	Pensions et obligations similaires	114 631	93 642
	Autres	3 639	4 621
	TOTAL II	**130 148**	**154 859**
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	–	–
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	227 020	218 162
	Emprunts et dettes financières divers	78 871	40 331
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 177 916	1 003 415
	Dettes fiscales et sociales	1 441 502	1 490 747
	Autres dettes	323 207	408 262
COMPTES DE RÉGULARISATION	**Produits constatés d'avance**	33 895	19 233
	TOTAL III	**3 282 411**	**3 180 150**
	Écart de conversion passif	**3 365**	–
	TOTAL GÉNÉRAL	**8 584 332**	**8 662 765**

Notes relatives au passif		
(1) dont à plus d'un an	7 164	5 444
(2) dont • soldes créditeurs banques	226 367	213 201
• emprunts à moins d'un an	653	4 961

Compte de Résultat au 31 décembre 1994

milliers de F

	1994	1993
Produits d'exploitation		
Production vendue - produits pétroliers et services	28 603 826	30 187 144
Montant net du chiffre d'affaires	**28 603 826**	30 187 144
(dont à l'exportation : 2 869 742)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	(61 689)	(127 105)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	143 433	(38 441)
Production immobilisée	–	–
Subventions d'exploitation	114	286
Reprises sur provisions & amortissements, transferts de charges	118 302	133 722
Autres produits	2 213	2 487
Total	**28 806 199**	**30 158 093**
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		56
Achats de matières premières et autres approvisionnements	7 280 013	8 917 358
Variation de stock	(63 012)	94 092
Solde net des échanges de pétrole brut	–	–
Autres achats et charges externes	7 159 070	7 814 952
Impôts, taxes et versements assimilés	13 176 604	11 883 969
Salaires et traitements	441 374	444 670
Charges sociales	333 152	307 752
Dotations aux amortissements et aux provisions		
– sur immobilisations : dotations aux amortissements	293 429	278 107
– sur immobilisations : dotations aux provisions	1 235	83
– sur actif circulant : dotations aux provisions	2 114	3 958
– pour risques et charges : dotations aux provisions	13 594	7 425
Autres charges	35 405	54 502
Total	**28 672 978**	**29 806 924**
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**133 221**	**351 169**
Opérations en commun		
Perte supportée ou bénéfice transféré	227	–
Produits financiers		
De participations	298 885	363 256
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	913	1 247
Autres intérêts et produits assimilés	72 565	71 677
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 328	1 938
Différences positives de change	49 513	63 809
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	707	159
Total	**423 911**	**502 086**
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	38	1 328
Intérêts et charges assimilés	24 016	97 537
Différence négative de change	24 979	23 552
Total	**49 033**	**122 417**
2 - RÉSULTAT FINANCIER	**374 878**	**379 669**
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**507 872**	**730 838**

Compte de Résultat au 31 décembre 1994

milliers de F

	1994	1993
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	7 349	24 688
Sur opérations en capital	20 118	34 232
Reprises sur provisions et transferts de charges	119 195	221 498
Total	**146 662**	**280 418**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	95 703	116 881
Sur opérations en capital	23 624	38 831
Dotations aux amortissements et provisions	214 274	84 266
Total	**333 601**	**239 978**
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (*)	**(186 939)**	**40 440**
Participation et intéressement	**(4 770)**	**(20 345)**
Impôts sur les bénéfices	6 525	(112 161)
5 - RÉSULTAT NET	**322 688**	**638 772**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

(*) En 1994, le résultat exceptionnel inclut une provision pour fluctuation des cours de 113 MF.

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs	78	1 265
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	1 989	1 415
(3) Dont produits concernant les entreprises liées	340 388	407 174
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées	2 620	2 714

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat

1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité.

Les informations chiffrées détaillées fournies sont exprimées en milliers de francs.

1-1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées par des logiciels et des fonds de commerce, sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les logiciels sont généralement amortis en un an. Les fonds commerciaux sont dépréciés dans la mesure où leur valeur actuelle s'avère inférieure à leur valeur comptable.

1-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises au 31 décembre 1976, qui sont inscrites au bilan pour une valeur réévaluée.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations.

La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement dégressif est constatée par voie d'amortissements dérogatoires.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions	10 à 20 ans
Dépôts	10 à 15 ans
Installations matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

1-3 Immobilisations financières

La valeur des participations est constituée du prix d'acquisition, éventuellement augmentée de l'effet de la dernière réévaluation légale.

Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, tels que la valeur du fonds de commerce de Worex S.N.C., est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

1-4 Stocks

Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les marchandises non pétrolières et matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport. Les stocks de produits finis et semi-finis sont déterminés pour chaque produit en ventilant le coût global de production sur la base des prix de réalisation.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

Une provision pour dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks au 31 décembre est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation. Les calculs effectués au 31 décembre 1994 ont montré qu'il n'y avait pas lieu de constituer une provision au titre de l'exercice écoulé.

Les opérations d'échange réalisées avec les confrères sont comptabilisées conformément au plan comptable professionnel. Le solde annuel est pris en compte dans la variation des stocks.

1-5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en « écarts de conversion actif ou passif ».

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risque de change.

1-6 Capitaux propres

Une provision pour fluctuation des cours est calculée, conformément aux dispositions fiscales.

1-7 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont essentiellement des provisions pour pensions et obligations similaires du même type ; elles comprennent :

• La garantie de ressources accordées au personnel retraité conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;

• Le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la Société.

En revanche, l'ensemble des autres obligations du même type, non effectives à la clôture de l'exercice, sont considérées comme des engagements hors bilan.

1-8 Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente.

2 - NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

2-1 État de l'actif immobilisé

milliers de F

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts...	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service remboursements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Total I	**131 291**	**16 316**	**49 798**	**5 477**	**191 928**
Immobilisations corporelles					
Constructions	1 917 911	64 348	(402 410)	49 571	1 530 278
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 595 606	73 810	41 462	113 215	2 597 663
Autres immobilisations corporelles	691 613	41 362	480 544	46 466	1 167 053
En-cours et autres	143 340	122 078	(127 946)	–	137 472
Total II	**5 348 470**	**301 598**	**(8 350)**	**209 252**	**5 432 466**
Immobilisations financières					
Participations	1 098 260	4 021	–	8	1 102 273
Créances rattachées à des participations	43 049	1 995	–	4 333	40 711
Autres immobilisations financières	6 562	403	–	1 130	5 835
Total III	**1 147 871**	**6 419**	**–**	**5 471**	**1 148 819**
Total général	**6 627 632**	**324 333**	**41 448**	**220 200**	**6 773 213**

2-2 État des amortissements

milliers de F

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortissements cessions mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	32 469	12 441	15 689	1 929	58 670
Immobilisations corporelles	3 268 609	282 139	(6)	191 964	3 358 778
Immobilisations financières	874	–	–	–	874
Total	**3 301 952**	**294 580**	15 683	**193 893**	**3 418 322**

2-3 Réévaluation

Esso S.A.F. a procédé à la réévaluation légale de ses immobilisations au 31 décembre 1976.

1. La réserve de réévaluation figurant au bilan représente la réévaluation des participations et des terrains.
2. La provision spéciale de réévaluation s'appliquant aux immobilisations amortissables, s'analyse comme suit :

	milliers de F
– augmentation des montants bruts	395 521
– moins augmentation des amortissements	(324 788)
– moins utilisation cumulée de la marge supplémentaire d'amortissements apportée par la réévaluation	(70 733)
Total au 31 décembre 1994	**0**

La marge supplémentaire d'amortissement utilisée au cours de l'exercice s'est élevée à 548 milliers de francs pour la dotation aux amortissements et à 15 milliers de francs pour la valeur nette des immobilisations cédées. En application de la règle fiscale, un montant équivalent a été repris en produit exceptionnel au Compte de Résultat.

2-4 Filiales et participations

milliers de F

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres (hors résultat)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la Société
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F.)									
- Esso REP	50 855	67 981	89,88	518 878	291 657	31 272	990 959	180 502	261 919
- Worex S.N.C.	10 320	-	99,99	55 069	136 218	-	3 308 607	(2 636)	9 405
- Esso Raffinage S.A.F.	150 000	515 147	99,99	449 998	159 307	-	1 683 607	2 648	-
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
- Raffinerie du Midi	22 500	40 009	33,33	18 300	130	-	68 100	(400)	1 200
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations	-	-	-						
1. Filiales françaises				13 271	52 310	-	-	-	3 140
2. Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	43 216	60 346	86 033	-	-	23 221

2-5 Variations des capitaux propres

milliers de F

Rubriques	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Écart de réévaluation - 1976	430 724		711	430 013
Réserve légale et autres	1 707 601	13 405		1 721 006
Report à nouveau	715 487	29 470		744 957
Résultat 1993	638 772		638 772	-
Résultat 1994	-	322 688		322 688
Provisions réglementées :				
- pour fluctuation des cours	1 013 628	112 561		1 126 189
- pour investissement	32		32	-
- spéciale de réévaluation 1976	563		563	-
- plus-values réinvesties	6 440		161	6 279
- amortissements dérogatoires	152 248	34 073	31 306	155 015
Total	**5 327 756**	**512 197**	**671 545**	**5 168 408**

Note : Le capital social de la Société est composé de 11 917 960 actions d'une valeur nominale de 50 F. Exxon Corporation détient 81,55 % du capital et intègre à ce titre la Société Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

2-6 Provisions pour risques et charges

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	93 642	75 232	54 243	114 631
Autres provisions :				
- pour perte de change	1 328		1 328	-
- pour risques exceptionnels	55 268	5 100	48 490	11 878
- pour charges exceptionnelles	4 621	1 139	2 121	3 639
Total	**154 859**	**81 471**	**106 182**	**130 148**

2-7 Autres provisions

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	4 031	121	105	4 047
Sur actif circulant	23 619	2 114	8 653	17 080
Total :	**27 650**	**2 235**	**8 758**	**21 127**

Notes : 1 - Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la Société.

2 - En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

2-8 État des échéances des créances et des dettes

milliers de F

Créances	Montants bruts	Degré de liquidité de l'actif à 1 an au plus	à plus de 1 an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	40 711	362	40 349
Prêts	3 332	1 739	1 593
Autres immobilisations financières	2 503		2 503
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	1 124 814	1 124 814	
Autres créances	1 562 871	1 540 793	22 078
Sous-total	**2 734 231**	**2 667 708**	**66 523**
Charges constatées d'avance	107 986	54 459	53 527
Total général	**2 842 217**	**2 722 167**	**120 050**

Dettes	Montants bruts	Degré d'exigibilité du passif à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes - Établissements de crédit	227 020	227 020		
Emprunts et dettes financières diverses	78 871	71 706	7 165	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 177 916	1 177 916		
Dettes fiscales et sociales	1 441 502	1 441 502		
Autres dettes	323 207	323 207		
Sous-total	**3 248 516**	**3 241 351**	**7 165**	
Produits constatés d'avance	33 895	33 895		
Total général	**3 282 411**	**3 275 246**	**7 165**	

Cette analyse se rapportant au bilan avant répartition, le dividende proposé à l'Assemblée Générale du 13 juin 1995 ne figure pas parmi les dettes.

2-9 Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

milliers de F

Postes concernés	Entreprises liées au Groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif :			
Participations	1 038 422	60 310	
Créances rattachées à des participations	4 127	36 569	
Créances clients et comptes rattachés	217 615		116 904
Autres créances	1 249 510		
Au passif :			
Emprunts et dettes financières diverses	59 995	11 712	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	607 301		
Autres dettes			
Charges financières	**5 563**	**1 118**	
Produits financiers	**344 834**	**24 421**	

2-10 Tableau de financement de l'exercice

millions de F

Ressources	1994	1993
Capacité d'autofinancement de l'exercice	711	758
Produits de cessions d'immobilisations	18	34
Réduction de l'actif circulant	153	221
Autres ressources	306	141
Total	**1 188**	**1 154**

Emplois	1994	1993
Acquisitions d'immobilisations	328	289
Dividende mis en paiement	596	596
Réduction de l'endettement	80	–
Autres emplois	184	269
Total	**1 188**	**1 154**

2-11 Analyse du chiffre d'affaires hors TVA

millions de F

	1994	%	1993	%	1992	%
Carburants auto	3 109,3	21,1	3 202,0	18,3	3 497,9	19,7
Distillats	5 190,8	35,3	5 542,9	31,7	5 181,9	29,2
Fiouls lourds	842,8	5,7	1 009,5	5,8	1 163,2	6,5
Autres produits	4 137,2	28,1	4 217,6	24,1	4 340,6	24,4
Pétrole brut et bases pour la chimie	1 436,6	9,8	3 503,9	20,1	3 598,3	20,2
Ventes hors taxes	14 716,7	100,0	17 475,9	100,0	17 781,9	100,0
Services hors taxes	812,0		965,6		985,5	
Total	15 528,7		18 441,5		18 767,4	
Taxe intérieure	13 075,1		11 745,6		11 574,3	
Chiffre d'affaires*	**28 603,8**		**30 187,1**		**30 341,7**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
– France	25 734,1		26 261,9		24 235,1	
– Étranger	2 869,7		3 925,2		6 106,6	
Total	**28 603,8**		**30 187,1**		**30 341,7**	

* Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

L'écart entre 1993 et 1994 est principalement dû à une modification des termes des contrats d'Achat/Vente de pétrole brut avec les sociétés du Groupe.

2-12 Effet prix sur stocks

L'effet prix sur stock de l'exercice est un produit de 78 millions de francs.

2-13 Commentaires sur la situation fiscale

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

milliers de F

Exercice 1994	Avant Impôt	Impôt sur les sociétés	Après Impôt
Résultat courant	507 873	64 644	443 229
Résultat exceptionnel (et participation)	(191 710)	(71 169)	(120 541)
Résultat comptable	316 163	(6 525)	322 688

B. Accroissement et allégement de la dette future d'impôt

milliers de F

Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	montant en fin d'exercice	(accroissement)/ allégement de la dette d'impôt sur l'exercice
Accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées :		
Provision pour fluctuation des cours	1 126 189	(37 517)
Amortissements dérogatoires	155 015	(922)
Autres	6 279	54
Total	**1 287 483**	**(38 385)**
Allégement de la dette future d'impôt		
Charges non déductibles temporairement :		
Dettes sociales provisionnées	118 830	(2 717)
Autres	(4 137)	(7 421)
Total	**114 693**	**(10 138)**

2-14 Rémunération globale allouée aux dirigeants

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la Société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global versé aux dirigeants de la Société : 7 310 115 F
- Garantie de prêts bancaires : néant.

2-15 Engagements hors bilan

milliers de F

	1994	1993
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	4 483 919	4 358 116
Effets escomptés non échus	59 192	–
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 261 700	1 231 700
Autres engagements donnés	127 832	82 705
Total	**5 932 643**	**5 672 521**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1994 par des confrères à Esso S.A.F. s'élèvent à 3 352 920 milliers de F.

(2) Engagements pris par la Société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers :

a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la Société ou des plans de congé de fin de carrière,

b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

2-16 Effectif moyen

L'effectif moyen de la Société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1994	1993	1994	1993
• Cadres	631	640	–	–
• Agents de maîtrise et techniciens	439	446	–	–
• Employés	27	33	8	20
• Ouvriers	128	156	39	41
Total	**1 225**	**1 275**	**47**	**61**

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le Groupe ou hors Groupe.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des sociétés du Groupe.

Rapports des Commissaires aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Esso Société Anonyme Française, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la Loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1994.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de l'article 356 de la loi du 24 juillet 1966, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle ainsi qu'à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 17 mars 1995
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon Edouard Salustro

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous informons que le Président de votre Conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention visée à l'article 101 de cette loi.

Paris, le 17 mars 1995

Edouard Salustro Daniel Dudon

Commissaires aux Comptes
Membres respectifs des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

Les Administrateurs d'Esso S.A.F.

Jean Verré		
Président de :	• Esso Raffinage S.A.F. • Esso REP	• Esso France S.A.
Jean Boillot		
Administrateur de :	• Automobiles Peugeot	• Peugeot-Talbot Motors
Membre du Conseil de Surveillance de :	• Peugeot S.A.	
Philippe Dulac		
Président de :	• Paribas Luxembourg	
Vice-Président du Conseil de Surveillance de :	• Compagnie Bancaire	
Administrateur de :	• Paribas International • Paribas Belgique • Cetelem • Crédit du Nord	• Compagnie Foncière • Cogedim • Scoa • Colgate Palmolive
Membre du Directoire de :	• Compagnie Financière de Paribas	• Banque Paribas
Michel Kopff		
Président du Conseil d'Administration de :	• Maersk France S.A.	
Gérant de :	• Wagram-Morizet S.A.R.L.	
Jean-Luc Randaxhe		
Vice-Président de :	• Esso France S.A.	
Gérant de :	• Worex SNC	
Administrateur de :	• Esso Raffinage S.A.F.	• Port Autonome du Havre
Représentant permanent d'Esso S.A.F. au Conseil d'Administration de :	• Société du Pipeline Sud-Européen	
Jean Rauzier		
Claude Roux décédé le 28 février 1995		
Président de :	• Scania France	• Scania Production, Angers

Candidats au Conseil d'Administration

Olivier Bouygues
Né le 14 septembre 1950
École Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs
Depuis 1984 Administrateur du groupe Bouygues
1988-1992 Président-Directeur Général de Maison Bouygues
Depuis 1992 Directeur Général Services du groupe Bouygues

Jean Taillardat
Né le 9 décembre 1934
Faculté des Sciences de Paris
École Nationale Supérieure de Chimie de Paris
Entré à Esso en 1958 comme ingénieur à la raffinerie de Port-Jérôme
1973 Directeur du Centre de Recherches de Mont-Saint-Aignan
1984 Directeur des Ressources Humaines et Secrétaire Général
1989 Directeur Communication & Ressources Humaines et Secrétaire Général jusqu'au 31 décembre 1994